



Conseil de l'Union européenne
Secrétariat général
Direction générale Administration
Service Prévention

REGLES ET CONSIGNES EN MATIERE DE PREVENTION

**A L'ATTENTION DES ENTREPRISES EXTERIEURES
TRAVAILLANT AU SEIN DE L'INSTITUTION**

**Service Prévention (SPSS)
en matière de santé et de sécurité des personnes
sur le lieu de travail**

Tel. +32 (0)2 281 54 00 - Fax +32 (0)2 281 88 30

Email: service.prevention@consilium.europa.eu

TABLE DES MATIÈRES

1. Introduction
2. Organisation de la coordination et de la prévention
3. Incendie, évacuation et premiers soins
4. Autorisations pour certains travaux
5. Aménagement du chantier
6. Installation électrique
7. Outillage et équipement
8. Produits dangereux

Les dispositions et règles explicitées dans ce fascicule doivent être portées à la connaissance de toute entreprise ou autre personne intervenant dans l'élaboration ou l'exécution de travaux au sein de l'institution.

1. INTRODUCTION

- 1.1. Les présentes règles, ainsi que les obligations qui en découlent, portent sur la coordination des questions de sécurité, de santé et d'environnement en rapport avec les travaux des entreprises extérieures (chapitre IV de la loi relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail - Moniteur belge du 18.9.1996) et sur les chantiers temporaires et mobiles (section V de la même loi).
- 1.2. L'A.R. du 25/01/2001 (M.B. du 07/02/2001) et ses modifications de l'A.R. du 19/01/2005 concernant les chantiers mobiles et temporaires est d'application.
- 1.3. Les obligations qui découlent des dispositions du règlement général sur la protection du travail, du règlement général sur les installations électriques, de la Loi sur le Bien-être des travailleurs du 4 août 1996 et des dispositions concernant les permis d'environnement demeurent d'application.
- 1.4. Toute entreprise qui, dans les bâtiments du Conseil de l'Union européenne (CUE), exécute ou fait exécuter des travaux, ainsi que tout agent présent sur le chantier, doit connaître les présentes règles et les respecter. Toute entreprise est chargée de transmettre ces informations à ses travailleurs ainsi qu'à ses sous-traitants et, au besoin, les leur expliquer.
- 1.5. Le Service pour la Santé et la Sécurité au travail (SPSS) ainsi que le Service Médical possèdent en tout temps le droit:
 - de contrôler tous les endroits et tous les travaux;
 - d'interdire l'utilisation de matériel, d'outils ou de méthodes qui ne présentent pas toutes les garanties de sécurité;
 - si les entreprises exécutantes ne remplissent pas les obligations reprises dans le présent document, le CUE peut prendre lui-même les mesures en matière de bien-être des travailleurs; de même, si le CUE considère que l'exécution des travaux présente une dangerosité inacceptable, il peut faire arrêter ceux-ci sans préavis. Les travaux interrompus ne pourront reprendre qu'après une analyse approfondie des risques, établissant que ces derniers sont éliminés ou que les risques qui subsistent sont acceptés par les services concernés du CUE.

2. ORGANISATION DE LA COORDINATION ET DE LA PRÉVENTION

- 2.1 Le gestionnaire de projet du CUE assure la direction de la coordination des questions de sécurité, de santé et d'environnement (SSE) pour l'ensemble des travaux. Les accords conclus entre les différents employeurs en ce qui concerne la SSE doivent d'abord être approuvés par le gestionnaire de projet du CUE.
- 2.2 **Avant d'entamer** les travaux, toute entreprise doit au préalable discuter de son plan SSE avec le gestionnaire de projet du CUE et le SPSS.
- 2.3 Au besoin, toute entreprise peut s'adresser au SPSS pour obtenir des informations complémentaires en ce qui concerne la coordination des questions de SSE.
- 2.4 Les parties exécutant des travaux s'engagent à être présentes aux éventuelles réunions de coordination (périodiques) tenues par le gestionnaire de projet du CUE et/ou le conseiller en prévention du SPSS.
- 2.5 Toute entreprise à laquelle un travail est confié est tenue de désigner un responsable de la sécurité sur le lieu de travail.
- 2.6 Toute entreprise veillera à ce que les travailleurs possèdent la formation, l'expérience professionnelle et l'aptitude physique requises pour exécuter les tâches qui leur sont confiées, et utilisent le matériel nécessaire de manière parfaitement sûre. À la demande du gestionnaire de projet du CUE ou du SPSS, elle produira les pièces probantes nécessaires.
- 2.7 Les membres du personnel des entreprises ne circuleront que dans les zones et accès vers les lieux de travail prévus pour eux.
- 2.8 Toute situation et/ou opération présentant un danger sera immédiatement signalée au gestionnaire de projet du CUE ou au SPSS.
- 2.9 Toute entreprise dressera un inventaire des outils, matériaux et procédures qu'elle utilisera, les fera analyser en vue de déceler les risques éventuels qu'ils présentent et veillera à ce qu'ils satisfassent aux prescriptions du présent règlement.
- 2.10 Toute entreprise veillera à ce que l'entreprise à laquelle elle confie des travaux en sous-traitance satisfasse aux prescriptions concernant la coordination des questions de SSE.
- 2.11 La consommation de boissons alcoolisées est strictement interdite sur les lieux de travail.

3. INCENDIE, EVACUATION ET PREMIERS SOINS

3.1 Lutte contre l'incendie

- 3.1.1 Chaque entreprise prévoit les moyens efficaces, en qualité et quantité suffisantes, permettant de lutter contre tout début d'incendie. Le dispositif d'extinction sera adapté aux risques inhérents aux activités et son utilisation connue des éventuels utilisateurs.
- 3.1.2 L'emplacement des dispositifs d'extinction est choisi en fonction du risque et indiqué au moyen de la signalisation prescrite par la loi.
- 3.1.3 Le personnel de l'entreprise doit avoir reçu une formation adéquate sur l'utilisation des moyens d'extinction.
- 3.1.4 Tout début d'incendie, aussi limité soit-il, est signalé selon la procédure d'urgence décrite en annexe 1.
- 3.1.4 Il est strictement interdit de fumer dans l'enceinte des bâtiments du CUE, sauf aux lieux prévus à cet effet (cabines fumeurs ou à l'extérieur).

3.2. Évacuation

- 3.2.1 En cas d'urgence, l'ordre d'évacuation est donné par des sirènes et/ou par une communication orale (haut-parleurs). L'ordre d'évacuation peut être donné pour un étage, pour une zone ou pour l'ensemble du bâtiment. Ces ordres doivent être suivis *immédiatement*.

En cas d'évacuation:

- les travaux sont arrêtés après sécurisation du chantier (les brûleurs et bouteilles de gaz doivent être fermés, les machines mises hors service, ...);
- les fenêtres et les portes du local doivent être fermées après le passage;
- il convient de se rendre vers les sorties et les escaliers de secours les plus proches (voir pictogrammes en annexe). Pour les bâtiments JL et Lex, on empruntera à cet effet les portes vertes pour atteindre l'étage d'évacuation;
- on ne peut en aucun cas utiliser les ascenseurs, se rendre dans les parkings ou faire demi-tour;
- évacuer vers les lieux de rassemblement indiqués ci-après.

Chaque entreprise désigne un responsable pour l'évacuation. Cette personne contrôle, en cas d'évacuation, si tous les membres du personnel de l'entreprise et des sous-traitants travaillant pour elle ont quitté le bâtiment et sont présents au lieu de rassemblement préalablement désigné. Elle indique au responsable du SPSS le nombre de personnes évacuées et transmet les noms des membres du personnel éventuellement manquants.

Après l'évacuation, le travail ne peut être repris qu'après que le bâtiment ait été déclaré sûr et que l'accès à celui-ci ait été officiellement autorisé par le service de sécurité.

Chaque entreprise veille à ce que tout membre du personnel présent sur le chantier reçoive une copie de la procédure d'évacuation décrite à l'annexe 2.

Si le chantier est dépourvu de haut-parleurs ou de sirènes, il convient de mettre au point une procédure d'évacuation et d'alerte en concertation avec le service de sécurité et le SPSS.

3.3. Premiers soins

- 3.3.1 Tout incident doit être signalé au gestionnaire de projet du CUE et aux services compétents du CUE.
- 3.3.2 Chaque entreprise prévoit le matériel de premiers soins nécessaire.
- 3.3.3 Par tranche de 20 travailleurs employés sur le chantier, chaque entreprise doit déléguer une personne chargée de donner les premiers soins et qui a le brevet de secouriste.
- 3.3.4 Au besoin, les entreprises peuvent faire appel au service médical du CUE. À cet effet, l'entreprise établit, en concertation avec le coordinateur sécurité/santé (CSS) ou le chef du chantier et les services compétents du CUE, une procédure de premiers soins.

3.4. Accidents de travail, incidents ou dégâts matériels

- 3.4.1 Chaque accident de travail, incident ou dégât matériel doit être immédiatement signalé au gestionnaire de projet et au SPSS du CUE.
- 3.4.2 Chaque accident de travail, incident ou dégât matériel donne lieu à l'établissement d'un rapport par le service de prévention de l'entreprise dont provient la victime. Une copie est transmise dans les 5 jours au gestionnaire de projet du CUE et au SPSS du CUE. Si ce délai ne peut être respecté en raison d'un manque de données ou pour d'autres motifs, il y a lieu de le signaler.
- 3.4.3 L'entreprise est tenue de respecter les dispositions prescrites par la loi en ce qui concerne les accidents de travail.

4. TRAVAUX A RISQUES

4.1. Travaux comportant un risque d'incendie

- 4.1.1 Avant le début de travaux à flamme nue ou pour des travaux qui d'une manière ou d'une autre peuvent comporter un danger d'incendie ou d'explosion, une "autorisation de travail" doit être soumise au SPSS. Ce document (voir annexe 3) peut être obtenu auprès du service "Gérance technique" (bureau SG 04 FG 11 - tél. 02/281.74.14). La procédure à suivre pour l'utilisation de ce document est précisée également en annexe 3.
- 4.1.2 En cas de travaux qui, du fait de la production de quantités importantes de poussières ou de fumées, peuvent endommager ou encrasser les détecteurs d'incendie, ces derniers doivent être protégés par l'entreprise exécutante ou, en cas de travaux de longue durée ou de grande ampleur, démontés par l'entreprise responsable de leur entretien. Si l'entrepreneur doit procéder à la protection des détecteurs, une autorisation doit être demandée au SPSS. En aucun cas, l'entreprise ne peut démonter ou recouvrir un détecteur de sa propre initiative sans autorisation préalable de l'entreprise d'entretien de ces installations. De même, pour chaque intervention sur les sirènes ou boutons poussoirs, l'entreprise responsable pour l'entretien de ces installations doit être consultée.
- 4.1.3 À la fin des travaux pour lesquels une autorisation pour travaux présentant un danger d'incendie a été délivrée, l'entreprise s'assure que tout danger d'incendie ou d'explosion est écarté. Toutes les protections des détecteurs sont enlevées. Au besoin, la firme chargée d'entretenir l'installation de détection est informée de la fin des travaux afin de lui permettre de remettre l'installation dans son état normal. Le CDI doit être informé de la fin des travaux.
- 4.1.4. Lorsque la fin des travaux a été signalée, plus aucune opération pouvant comporter un risque d'incendie ou d'explosion ne peut être exécutée sans nouvelle autorisation.

4.2 Autres travaux

- 4.2.1 Une autorisation de travail doit être demandée au SPSS pour l'exécution de travaux aux installations qui, d'une manière ou d'une autre, interviennent dans la lutte contre l'incendie, la prévention de l'incendie ou l'évacuation. Il s'agit en l'occurrence, et entre autres, des installations ou matériaux suivants :
- portes coupe-feu
 - installations de désenfumage
 - détecteurs d'incendie
 - haut-parleurs
 - sirènes
 - dispositifs de lutte contre l'incendie (bouches d'incendie, pompes...)
 - compartiments et cloisons (murs coupe-feu, clapets coupe-feu, matériel RF et RO)
 - liaisons radio, téléphoniques, par interphone et radiomessagerie, si une interruption temporaire ou de longue durée de la communication est possible
 - protection des entrées si la possibilité existe que les accès ou les sorties soient temporairement ou pour une longue durée hors d'usage pour les interventions ou l'évacuation.
 - dispositif d'ouverture des portes

4.2.2 Une autorisation de travail doit également être demandée au SPSS pour l'exécution de tout type de travaux (entretien, renouvellement, réparation, nouvelle installation, ...) qui, par leur nature, donnent lieu à des risques élevés. Il s'agit entre autres de:

- travaux dans les lieux confinés
- travaux à plus de 2 mètres de hauteur
- utilisation de produits dangereux
- travaux aux installations électriques sous-tension
- travaux influents sur la circulation des personnes et le transport
- travaux sur échafaudage
- travaux sur des conduites
- travaux de levage
- travaux sur les toits des bâtiments du CUE

4.2.3 La demande doit être faite au moyen du document "Autorisation de travail / permis de feu" et suivant la procédure décrite en annexe 3. L'entreprise tient compte des observations formulées et limitera au maximum la durée des travaux. Dans certains cas, il peut être demandé que les travaux soient programmés à un autre moment ou temporairement interrompus.

4.2.4 Après l'exécution des travaux, l'entreprise contrôle le fonctionnement des installations dans le cadre de la lutte contre l'incendie. Cette opération se déroule en concertation avec le SPSS. À l'issue de ce contrôle, et si le résultat est positif, les travaux sont considérés comme terminés. Lorsque la fin des travaux a été signalée, plus aucune opération ne peut être exécutée aux installations de lutte contre l'incendie sans nouvelle autorisation.

5. AMÉNAGEMENT DU CHANTIER

5.1 Organisation

- 5.1.1 Le chantier est organisé en concertation avec le gestionnaire de projet du CUE ou le SPSS.
- 5.1.2. Le chantier est signalé, isolé et protégé de manière à ce que les personnes qui y sont étrangères ne puissent en principe pas y accéder. Il est interdit de remplacer un cylindre.
- 5.1.3 L'entreprise veille à ce que l'aménagement du chantier ne mette pas en péril l'évacuation des zones adjacentes. En cas de doute, il convient de demander l'avis du CSS ou du gestionnaire de projet du CUE et du SPSS.
- 5.1.4 Au besoin, l'entreprise installe les moyens nécessaires de protection contre l'incendie. L'emplacement, la nature et le nombre de ces dispositifs sont déterminés en concertation avec le SPSS.
- 5.1.5. Au besoin, une signalisation temporaire est mise en place afin de permettre une évacuation aisée du chantier. Tous les risques résiduels sont dûment signalés.
- 5.1.6. L'utilisation des installations sanitaires, des vestiaires, des réfectoires, des bureaux du chantier et des aires de stockage se fait en concertation avec le gestionnaire de projet du CUE et/ou le SPSS. L'entreprise est tenue d'entretenir les locaux qui lui sont attribués. Les repas ne peuvent être pris qu'aux endroits prévus à cet effet.
- 5.1.7 L'utilisation des installations du chantier doit se faire en concertation entre les différentes entreprises présentes. Les procédures qui mentionnent les mesures de sécurité à prendre sont transmises par écrit aux différents utilisateurs et signées pour réception.

5.2 Ordre et propreté

- 5.2.1 Chaque entreprise doit nettoyer au moins une fois par jour ses postes de travail et évacuer les déchets. Le CSS, le gestionnaire de projet du CUE ou le SPSS peut, sans avertissement préalable, faire débarrasser et nettoyer par des tiers les postes de travail, aux frais de l'entreprise qui ne remplit pas ses obligations.
- 5.2.2 Les chemins, passages et escaliers doivent en tout temps demeurer au maximum libres d'obstacles et d'entraves. Le passage ne peut être entravé par des câbles ou des tubes. Si les câbles ou tubes croisent le passage, ils doivent être rendus bien visibles et protégés.
- 5.2.3 Afin d'éviter tout risque de glissade, de trébuchage ou autres, les matériaux doivent être entreposés de manière ordonnée et stable dans les zones prévues, en concertation avec le CSS, le gestionnaire de projet du CUE et le SPSS; ils doivent être protégés contre les agents atmosphériques.
- 5.2.4 Les moyens de secours et les moyens de lutte contre l'incendie doivent toujours être libres d'accès.
- 5.2.5 Au cas où des passages de paroi, de mur ou de cloison coupe-feu (RF) sont effectués par des câbles, des tubes ou des conduites, il est impératif d'assurer l'obturation RF.

5.3 **Protections**

5.3.I. **PROTECTIONS INDIVIDUELLES.**

- 5.3.I.1 Toute personne se trouvant sur le chantier est tenue de porter des protections individuelles, conformément à la législation en vigueur et en fonction de l'analyse de risque faite par l'entrepreneur;
- 5.3.I.2 Toute entreprise doit, à ses frais, mettre des protections individuelles à la disposition de son personnel et/ou des visiteurs. Elle doit également veiller, d'une part, à ce que ces protections soient utilisées et, d'autre part, à ce qu'elles soient entretenues et remplacées en temps voulu.
- 5.3.I.3 Les travailleurs doivent utiliser correctement les protections individuelles, conformément à la formation et aux instructions qu'ils ont reçues, et les ranger après usage.
- 5.3.I.4 Pour des travaux dans le parking, une chasuble fluorescente doit être portée.

5.3. II. **PROTECTIONS COLLECTIVES**

- 5.3.II.1. Pour éviter les accidents de travail, toute entreprise prévoira, en cas de besoin, des protections collectives. Le choix en sera déterminé suivant les principes de prévention (Loi sur le bien-être, chapitre II, art. 5). La préférence sera donnée aux protections collectives plutôt qu'aux protections individuelles.
- 5.3.II.2. Le placement et/ou l'enlèvement des protections collectives se fait en concertation avec le CSS et le gestionnaire de projet du CUE. Les protections collectives placées ne peuvent jamais être enlevées sans que des protections de remplacement ou des protections définitives soient installées.

5.4 **Environnement**

- 5.4.1 L'incinération de déchets sur le chantier est strictement interdite.
- 5.4.2 L'enlèvement des déchets et/ou des emballages se fait en concertation avec le CSS et le gestionnaire de projet du CUE, conformément à la législation en vigueur en matière d'environnement et aux prescriptions relatives au traitement des emballages.

6. INSTALLATION ÉLECTRIQUE

- 6.1. L'installation électrique est réalisée conformément aux normes en vigueur et au règlement général sur les installations électriques (RGIE).
- 6.2. Au moment de sa mise en service, l'installation du chantier sera approuvée par un organisme agréé/service externe de contrôle technique (SECT). Tout défaut doit immédiatement être signalé au CSS ou au gestionnaire de projet du CUE.
- 6.3. Les tableaux doivent toujours rester fermés à clé. Les raccordements ne peuvent se faire qu'avec des prises adaptées. Toutes les liaisons (prises, interrupteurs, câbles) doivent être adaptées à une utilisation en milieu humide (minimum IP44).
- 6.4. Toute entreprise doit s'assurer de la nature du système de mise à la terre qui est utilisé pour l'installation électrique. En fonction du système utilisé, il convient de prendre les mesures nécessaires de protection contre les contacts indirects.
- 6.5. Les câbles et les rallonges électriques doivent toujours être suspendus et/ou protégés contre une éventuelle dégradation et doivent être adaptés en fonction de la puissance. L'isolation des câbles et rallonges doit être en parfait état.
- 6.6. Chaque entreprise assure elle-même l'éclairage de ses postes de travail. Cet éclairage doit être mis en place conformément à la législation en vigueur. Il doit être suffisant pour écarter d'éventuels risques. En concertation avec le CSS ou le gestionnaire de projet du CUE, un éclairage de sécurité et de secours est mis en place.
- 6.7. Seules les personnes qui possèdent une attestation BA4/BA5 peuvent intervenir au niveau des tableaux électriques. Une preuve de cette attestation pour chaque personne doit être fournie au SPSS.
- 6.8. Tout travail sur une installation électrique doit se faire hors tension, le cas échéant, toutes les mesures préventives nécessaires doivent être prises.

7. OUTILLAGE ET ÉQUIPEMENT

- 7.1 Seul le matériel électrique conforme à la législation du pays hôte (RGPT - Code - RGIE) Règlement Général pour la Protection au Travail, Code sur le Bien-être au travail ainsi qu'au Règlement Général sur les Installations Électriques peut être raccordé aux tableaux prévus à cet effet.
- 7.2 Toutes les machines sont pourvues d'un marquage CE.
- 7.3 Chaque entreprise est tenue de marquer ses outils de manière qu'ils soient aisément identifiables, afin d'éviter toute confusion et de décourager le vol.
- 7.4 On choisira les outils les plus adaptés au travail à effectuer. Les outils doivent être bien entretenus et régulièrement approuvés par une personne compétente de manière à ce que leur utilisation n'entraîne pas de risques pour la sécurité et la santé. Chaque entreprise fournit les modes d'emploi nécessaires, de même que les instructions en matière de sécurité et de santé. Ces documents doivent être produits à la demande du CSS, du gestionnaire de projet du CUE ou du conseiller en prévention du CUE.

7.5 Engins de levage

- 7.5.1. Tous les engins et accessoires de levage, de même que les excavatrices utilisées pour lever des charges, introduits sur le chantier doivent être pourvus d'un marquage CE et d'une attestation de contrôle avant mise en service ainsi que de contrôle périodique tous les trois mois par un organisme agréé (SECT).
- 7.5.2. Il convient de remettre une copie des homologations au CSS ou au gestionnaire de projet du CUE avant de commencer à se servir de ces engins. À défaut, le CSS ou le SPSS a le droit d'interdire l'utilisation des engins.
- 7.5.3. En cas d'utilisation de plusieurs engins de levage dont les flèches se chevauchent, il y a lieu d'établir, en concertation avec le CSS ou le gestionnaire de projet du CUE, une procédure d'utilisation et de communication.
- 7.5.4. Les conducteurs d'engins de levage doivent fournir la preuve de leur aptitude à se servir de ces engins (formation, expérience, ...). A cet effet, ils confirment leur aptitude sur la copie de l'homologation qu'ils signent et qui est remise au CSS ou, à défaut, au gestionnaire de projet du CUE.
- 7.5.5. Lors des manœuvres de manutention, la zone de travail doit être balisée.
- 7.5.6. Lors d'utilisation d'un élévateur, de nacelles ou de nacelles à ciseaux, un harnais de sécurité (conforme) doit être porté.
- 7.5.7. Pour tout travail de levage, une autorisation de travail doit être demandée au SPSS.
- 7.5.8. Lors des travaux de manutention avec un élévateur à fourches, une protection collective (ceinture ou barrière de sécurité) doit être présente et en bon état de fonctionnement dans l'engin. Le Klaxon de recul doit rester activé (AR 04/05/1999).

7.5.9. En cas de travaux de levage, la zone de travail doit être balisée. Un plan d'implantation doit être fourni au CSS ou au gestionnaire de projet du CUE et au SPSS (plan d'accès, zone de circulation, zone d'emplacement des matériaux, indication des chemins de secours, etc...).

7.6 Pour des travaux dans des zones explosives, les outils doivent être "Ex" (antidéflagrant). Toute mesure préventive doit être prise afin d'éviter des explosions.

7.7 Excavatrices

7.7.1. Les conducteurs d'excavatrices doivent apporter la preuve écrite de leur aptitude à se servir de ces engins (formation, expérience...). Les protections d'origine des machines ne peuvent jamais être enlevées ou mises hors service.

7.7.2. En cas des travaux d'excavation, la zone de travail doit être balisée et doit être munie de garde-corps. Toute mesure préventive doit être prise pour éviter le risque de glissement de terrain. Un plan d'implantation doit être fourni au CSS et au gestionnaire de projet du CUE ou au SPSS (plan d'accès, zone de circulation, zone d'emplacement des matériaux, l'indication des chemins de secours, etc...).

7.8 Travail en hauteur au moyen d'échelles

7.8.1. «Les échelles ne peuvent être utilisées comme postes de travail en hauteur que dans les circonstances où l'utilisation d'autres équipements de travail plus sûrs ne se justifie pas en raison du faible niveau de risque et en raison, soit de la courte durée d'utilisation, soit des caractéristiques existantes du site que l'employeur ne peut pas modifier». S'il n'y a pas d'autre moyen, l'utilisation d'une échelle est autorisée.

7.8.2 Les échelles doivent être pourvues d'un numéro et inscrites dans un registre dans lequel le préposé consigne ses contrôles. Ce registre doit être à la disposition du CSS, du gestionnaire de projet du CUE ou du conseiller en prévention.

7.8.3 Les échelles doivent toujours être en bon état (ne pas être endommagées et être stables) et être équipées de dispositifs antidérapants appropriés. Elles sont placées sur un sol ferme et sont toujours attachées. Elles possèdent le label VGS.

7.8.4. Les échelles non approuvées, non numérotées ou défectueuses seront immédiatement retirées du chantier de manière à ne plus pouvoir y être utilisées.

7.8.5. Une échelle doit toujours dépasser d'au moins 1 mètre le niveau le plus élevé de manière qu'on puisse facilement y accéder ou en descendre.

7.8.6. En principe, une échelle n'est utilisée que pour se déplacer entre deux niveaux situés à des hauteurs différentes. On s'abstiendra, si possible, de travailler sur une échelle. Exceptionnellement, on peut effectuer certains travaux à partir de l'échelle à condition d'utiliser des dispositifs anti-chute appropriés.

- 7.8.7. Une bonne échelle pourvue des meilleurs dispositifs de protection n'offre jamais de garantie absolue contre les accidents. Les instructions concernant l'utilisation des échelles doivent être données aux utilisateurs, leur être répétées et être tenues à jour.
- 7.8.8. Les échelles doivent être contrôlées tous les trois mois par une personne compétente de l'entreprise.
- 7.8.9. Si le risque de chute est supérieur à deux mètres, un deuxième travailleur s'assurera de stabiliser l'échelle. Le port d'un casque de sécurité est obligatoire.
- 7.8.10. Le lieu de travail doit être signalé.

7.9 Travail en hauteur par des échafaudages

- 7.9.1. À partir de 2 mètres de haut, tout échafaudage doit être pourvu de soutiens, intermédiaires et de plinthes. La surface de travail doit être d'un seul tenant, c'est-à-dire sans interstices dangereux entre les planches et le soutien, et être suffisamment stable compte tenu des charges prévisibles. Tout échafaudage doit de préférence être solidement ancré au bâtiment.
- 7.9.2. L'accès aux surfaces de travail se fait au moyen (de cages) d'escaliers ou d'échelles attachées.
- 7.9.3. Avant la mise en service, et au moins une fois par semaine, l'échafaudage est vérifié par une personne compétente de l'entreprise. Ses conclusions sont consignées dans un registre, qui doit pouvoir être produit à la demande du CSS, du gestionnaire de projet du CUE ou du Conseiller en prévention. Un label de ce contrôle doit se trouver sur l'échafaudage. Les défauts constatés sont à réparer.
- 7.9.4. Pour les échafaudages de plus de 8 mètres de haut ou pour les échafaudages exposés à des forces exceptionnelles, les calculs nécessaires doivent être produits au CSS ou au gestionnaire de projet du CUE.
- 7.9.5. En aucun cas, un échafaudage ne peut être partiellement démonté et laissé dans un état qui en permet la réutilisation, sauf si la partie restante répond encore aux prescriptions en la matière.
- 7.9.6. Les échafaudages sur roues doivent être pourvus d'un frein en bon état. La largeur de l'échafaudage doit être égale à au moins 1/3 de la hauteur de travail. Des stabilisateurs latéraux peuvent être utilisés pour augmenter la largeur. L'accès à l'échafaudage se fait par l'intérieur.
- 7.9.7. Une formation spécifique et appropriée des travailleurs à l'utilisation d'un échafaudage est obligatoire.

7.10 Travail en hauteur par des nacelles

Les mesures suivantes doivent être prises (conformément à l'Arrêté Royal du 31 août 2005):

- Commande par une personne formée.
- L'opérateur est soumis à un contrôle médical, plus particulièrement pour les risques médicaux liés à l'exécution d'une fonction de sécurité et au travail en hauteur.
- La nacelle suspendue est utilisée conformément aux instructions et directives.
- La zone de travail doit être délimitée au niveau du sol afin de protéger les tiers contre la chute d'objets.
- Contrôle visuel du chariot et de la nacelle par l'utilisateur chaque jour avant tout travail.
- Analyse des documents de contrôle obligatoire (4x/an).
- Veiller à mesurer la vitesse du vent en permanence en se référant à la procédure conditions de travail en hauteur.
- Disposer d'un moyen de communication (GSM, Talkie Walkie, etc...) pour avertir les secours en cas d'incident et/ou accident.
- Toujours travailler à deux.
- Porter un harnais de sécurité.
- Balisage de la zone de travail au niveau du sol.
- Préparation du matériel (produits, EPI et accessoires)
- Placement du harnais de sécurité contrôlé annuellement par un SECT.
- Entrée dans la nacelle en position parking, en veillant à accrocher le harnais via le dispositif anti-chute à la nacelle.
- S'assurer que le matériel est arrimé.
- Quand le travail est terminé, remettre la nacelle dans l'emplacement prévu à cet effet sur le toit en position parking.
- Dans le cas où des lignes de vie sont présentes sur le toit, veiller à s'arrimer pour atteindre les accès au bâtiment.
- Signalez les travaux et le déplacement de l'engin.

7.11 Travail en hauteur par un élévateur à nacelle

Les mesures suivantes doivent être prises (conformément à l'Arrêté Royal du 31 août 2005):

- Commande par une personne formée et titulaire d'une attestation en cours de validité pour l'utilisation d'élévateurs à nacelle.
- L'opérateur est soumis à un contrôle médical, plus particulièrement pour les risques médicaux liés à l'exécution d'une fonction de sécurité et au travail en hauteur.
- L'élévateur est utilisé conformément aux instructions et directives telles que figurant dans le manuel d'utilisation de l'appareil.
- L'élévateur doit contenir les fiches d'instructions relatives à l'utilisation de la nacelle.
- La zone de travail doit être délimitée par un balisage afin de protéger les tiers contre la chute d'objets.
- Contrôle visuel de l'engin élévateur par l'utilisateur et/ou l'opérateur chaque jour avant tout travail.
- Analyse des documents de contrôle obligatoire (4x/an) et entretien du véhicule.
- Veiller à mesurer la vitesse du vent en permanence en se référant à la procédure "conditions de travail en hauteur".

- Disposer d'un moyen de communication (GSM, Talkie Walkie, etc...) pour avertir les secours en cas d'incident et/ou accident.
- Porter un harnais de sécurité en ordre de contrôle.
- Balisage de la zone de travail à l'aide de cônes et/ou ruban.
- Préparation du matériel (produits, EPI et accessoires).
- Placement du harnais de sécurité contrôlé annuellement par un SECT.
- Mise en position de l'engin et stabilisation à l'aide des béquilles qui devront être posées mais sorties du côté où la nacelle est levée.
- Monter dans le camion en veillant à ne pas se hâter pour ne pas tomber.
- S'assurer que la plate-forme n'est pas glissante, et y marcher en toute sécurité.
- Entrée dans la nacelle, en veillant à accrocher le harnais via un dispositif anti-chute à la nacelle.
- S'assurer que le matériel est arrimé.
- Signalez les travaux et le déplacement de l'engin.

8. UTILISATION DE PRODUITS DANGEREUX

8.1 Généralités

Dans le cadre de votre éventuelle mission au sein de l'institution, il est probable que vous soyez amenés à stocker et manipuler des produits dits "dangereux".

Rappelons que "substance aux propriétés dangereuses" est une expression qui englobe toute une série de produits, qu'ils soient inflammables, nocifs pour la santé ou encore nuisibles pour l'environnement.

8.2 Responsabilités

Il est de la responsabilité de la société de se soumettre à cette procédure et de faire en sorte que son personnel connaisse et applique les recommandations ci-dessous.

8.3 Règles générales

8.3.1 Procédure pour l'introduction d'un produit sur le site

Pour tout produit utilisé par l'entreprise, les responsables, délégués par leur entreprise, passeront en revue les fiches de données de sécurité (MSDS) avec leur conseiller en prévention et leur service médical (fiche MSDS, conformément à la législation belge et Directive Européenne 92/32/CE et 91/155/CE remplacée par la 2001/58/CE). Si ces derniers émettent un avis favorable, l'ensemble du dossier (avec avis) sera transmis au SPSS, et éventuellement au Service Médical du CUE, qui transmettront un rapport notifiant l'autorisation d'utiliser ce produit sur le site.

8.3.2 Informations/formalités du personnel et du CUE

- 8.3.2.1 L'entrepreneur a la responsabilité d'informer son personnel et le représentant du donneur d'ordre (personne de contact CUE) sur la manière d'utiliser ces substances chimiques et sur le type de protections individuelles à utiliser.
- 8.3.2.2 Avant de transporter ou d'utiliser, sur le site, une substance/préparation chimique susceptible d'être dangereuse, il faudra s'assurer de bien connaître les risques qu'elle présente, ainsi que les premiers secours en cas de contact accidentel ou d'intoxication (voir la fiche toxicologique).
- 8.3.2.3 Le cas échéant, la procédure d'autorisation de travail est d'application (voir point 4).

8.3.3 Dossier général relatif aux produits utilisés

La personne ayant la responsabilité de la gestion journalière de l'entreprise sous-traitante sur notre site, tiendra à disposition un dossier complet à jour de tous les produits utilisés. Ce dossier reprendra, pour chacun d'eux, le lieu de stockage, les quantités habituellement stockées, les avis émanant de leur société et du CUE (voir § 1), la fiche technique ainsi que la fiche MSDS, conformément à la législation belge et aux Directives Européennes 91/55/CE et 92/32/CE.

8.4 **Déclaration de la première utilisation d'un nouveau produit**

- 8.4.1 Informer la personne de contact du CUE et le SPSS.
- 8.4.2 Introduire les informations de la nouvelle substance dans le dossier général des produits.

8.5 **Etiquetage du produit**

- 8.5.1 Tous les produits présents sur le site doivent être munis d'une étiquette réglementaire (identification de la substance - type de risques - mesures de prévention premiers soins) et ce quelle que soit la quantité.
- 8.5.2 Si, pour une raison quelconque, un produit est transvasé dans un autre contenant, l'étiquetage d'origine doit suivre dans sa globalité.

8.6 **Stockage du produit**

- 8.6.1 Il y a lieu de conserver les produits dangereux exclusivement dans des emballages/récipients prévus à cet effet (jamais dans des bouteilles pour boissons).
- 8.6.2 Les liquides inflammables utilisés par le personnel de l'entreprise doivent être stockés dans des récipients adéquats, dûment étiquetés suivant les spécifications réglementaires.

8.6.3 L'entreprise doit veiller à respecter les consignes qui lui sont transmises en matière de localisation de stockage des produits et en matière de quantité stockée.

8.6.4 La quantité stockée sur le lieu de travail doit être limitée (quantité pour une journée de travail).

8.6.5 Séparer les produits "acides" et les produits "basiques".

8.7 Utilisation du produit

L'entreprise doit rappeler régulièrement à son personnel de lire attentivement les consignes reprises au sein des fiches de sécurité:

- Si les recommandations font allusion à des protections individuelles, elles doivent être suivies impérativement !
- Toujours utiliser des récipients étiquetés.
- Lors de la mise en service de nouveaux flacons ou récipients, s'assurer de leur étiquetage ou y appliquer l'étiquette adéquate.

8.8 Produit dangereux et coordination

8.8.1 Lorsque sont exécutés des travaux qui occasionnent la libération de vapeurs, de gaz ou de poussières dangereuses et incommodantes, il convient d'en faire mention dans le plan SSE. En concertation avec le CSS, le gestionnaire de projet du CUE et le SPSS, il y a lieu de définir des mesures qui permettent d'évacuer efficacement les vapeurs, les gaz ou les poussières.

8.8.2 S'il n'est pas possible d'exécuter les travaux sans provoquer certaines nuisances, les travaux seront programmés en concertation avec le CSS, le gestionnaire de projet du CUE ou le SPSS de manière à réduire au strict minimum la nuisance pour les personnes présentes dans les bâtiments du CUE. Ces travaux ne peuvent en aucun cas être exécutés sans la concertation nécessaire avec le gestionnaire de projet ou le SPSS du CUE.

8.9 Récipients sous pression

8.9.1 La manipulation des récipients sous pression (bouteilles à gaz ou autres) doit se faire avec une grande vigilance. Les bouteilles de gaz vides doivent être évacuées de la zone de travail et des bâtiments (en attendant leur évacuation, les bouteilles doivent être entreposées en position horizontale).

8.9.2 Le stockage des bouteilles pleines doit se faire verticalement et protégé contre les chutes (chaîne ou autre moyen solide) et à l'abri du soleil ou toute source de chaleur. Les connexions, les vannes et le col sont en bon état. Après avoir utilisé une bouteille de gaz, il faut vérifier si la vanne est bien fermée.

PROCÉDURES D'URGENCE

2000

Pour signaler un danger quelconque, un incendie, une inondation, un problème médical urgent, il faut toujours avertir le Centre de Sécurité du Secrétariat Général

1. LES MOYENS D'ALERTE

Les moyens disponibles pour avertir le Centre de Sécurité sont les suivants:

Téléphonez	Brisez le verre du boîtier rouge	Poussez le bouton des parlophones/utilisez le téléphone dans les ascenseurs	Utilisez les parlophones oranges dans les parkings du JL
 2000			

2. COMMENT REAGIR EN CAS D'URGENCE ?

2.1. Que faire en présence d'un accident, d'une personne blessée ou qui éprouve un malaise ?

- **Restez toujours calme**
- Appelez immédiatement le **2000 (02/281 2000)**
- Suivez les instructions données par l'opérateur
- Ne déplacez jamais une personne qui a fait une chute
- Rassurez la victime
- Restez à côté de la victime en attendant l'arrivée de l'équipe de première intervention et/ou l'infirmier
- Suivez les instructions de ces personnes

2.2. Que faire en cas d'incendie ?

- **Restez toujours calme**
- Evacuez le local concerné, fermez les fenêtres et les portes
- Appelez immédiatement le **2000**
- Suivez les instructions données par l'opérateur
- Avertissez vos collègues

PROCÉDURES D'ÉVACUATION

L'évacuation est une méthode d'organisation pour quitter un lieu sinistré. Le point de départ en est le signal d'alarme (sirène ou annonce vocale).

Evacuer, c'est quitter la zone de danger de la manière la plus rapide et la plus sûre possible. Il est fondamental de ne pas céder à la panique et de savoir comment réagir. Pour ces raisons, il est important de connaître le chemin d'évacuation par rapport à son lieu de travail habituel et d'avoir pris connaissance des procédures d'évacuation.

Etapas d'une évacuation:

- 1. l'alarme**
- 2. l'évacuation**
- 3. les lieux de rassemblement**

1. L'ALARME

L'alarme est l'ordre d'évacuation du bâtiment. Elle est donnée par les sirènes d'évacuation ou par haut-parleurs. Les sirènes peuvent être précédées d'une annonce par haut-parleurs.

2. L'ÉVACUATION

Toutes les personnes présentes quittent la zone en danger.

2.1. Le chemin d'évacuation

L'itinéraire à suivre est le chemin le plus court vers le lieu de rassemblement. Ce chemin est souvent différent de celui que vous empruntez normalement. Il part de votre lieu de travail, emprunte l'escalier de secours le plus proche et rejoint le niveau d'évacuation pour vous évacuer du bâtiment en toute sécurité vers le lieu de rassemblement.

Les chemins d'évacuation sont clairement indiqués par des pictogrammes spécifiques (voir Annexe 1). Au niveau des plinthes, des flèches fluorescentes vous aident à trouver la sortie de secours la plus proche. Il est important de les suivre car elles permettent la répartition du flux des personnes.

2.2. Les portes d'évacuation

Elles sont de couleur verte. Au JL, les portes d'évacuation sont entourées de ruban fluorescent.

Si un tourniquet se présente sur le chemin d'évacuation, utilisez la porte d'évacuation prévue à côté.

Dans les zones sécurisées, des portes sécurisées verrouillées pourraient se trouver sur le chemin d'évacuation. Pour les débloquer, appuyez sur la barre anti-panique ou, à défaut, sur le bouton poussoir vert à côté de la porte (même lors d'exercices d'évacuation).



2.3. L'évacuation

Dès que la sirène d'évacuation retentit ou que l'ordre d'évacuer est donné par haut-parleur, respectez les consignes suivantes:

- restez toujours calme
- arrêtez toutes vos activités
- arrêtez les appareils chauffants
- fermez les fenêtres
- sortez du local et fermez la porte derrière vous
- prenez le chemin d'évacuation le plus proche et:
 - fermez les portes après votre passage
 - restez le plus près possible du sol en cas de dégagement de fumée important
 - ne vous dirigez pas vers les sous-sols (parking)
 - **n'utilisez jamais** les ascenseurs
 - ne revenez pas sur vos pas
- suivez scrupuleusement les consignes données par:
 - le service de prévention
 - les stewards d'évacuation
 - les agents de sécurité
- accordez une attention particulière aux personnes à mobilité réduite
- pour signaler tout danger ou problème urgent pendant l'évacuation, formez le n° 2000 ou 02 / 281 2000

2.4. L'évacuation des visiteurs et des salles de réunion

Si vous accueillez des visiteurs ou si vous assistez à une réunion avec des visiteurs extérieurs, vous devez les prendre en charge lors d'une évacuation:

- invitez-les à vous suivre et donnez-leur la consigne de rejoindre le lieu de rassemblement en désignant ce dernier;
- indiquez-leur le chemin d'évacuation le plus proche;
- fermer la/les fenêtre(s) et porte(s) du local;
- endosser un gilet fluo s'il se trouve à disposition dans le local, afin d'être mieux identifiable par votre groupe;
- accompagnez vos visiteurs vers le lieu de rassemblement en tenant compte des consignes d'évacuation.

2.5. En cas de difficulté personnelle

En cas d'impossibilité d'évacuer de manière autonome (blessure, mobilité réduite, ...), vous devez:

- rester dans votre bureau ou entrer dans un bureau et fermer la porte
- téléphoner au n° 2000 ou 02 / 281 2000
- communiquer votre nom et l'adresse du bureau (bâtiment, niveau, aile, numéro)
- communiquer le problème qui vous empêche de sortir
- attendre à cet endroit ou suivre les instructions données.

3. LES LIEUX DE RASSEMBLEMENT**3.1 Lieux de rassemblement primaires**

Les lieux de rassemblement primaires sont désignés en fonction de votre lieu de travail. Ils ont pour but de vous éloigner de la zone sinistrée et de vous éviter d'entraver le passage des services de secours. Il est impératif de s'y rendre.

Bâtiments	Lieux (voir annexe 2)
• Justus Lipsius partie Conférences	Parc du Cinquantenaire
• Justus Lipsius partie Secrétariat Général	Parc Léopold
• LEX	Parc Léopold

Il est évident qu'en fonction des circonstances et pour votre sécurité, il peut être opté pour un lieu de rassemblement alternatif. Ce dernier vous serait annoncé par les moyens disponibles (haut-parleurs, stewards d'évacuation, agents du Bureau de Sécurité et du Service de Prévention ou agents de gardiennage).

Vu l'importance de pouvoir identifier les personnes présentes sur le lieu de rassemblement, restez groupés par service ou rejoignez les membres de votre service. Le cas échéant, signalez les personnes manquantes ou toute information utile aux stewards d'évacuation, reconnaissables à leur gilet fluo, qui pourront aussi établir les contacts nécessaires au cas où vous auriez besoin d'aide.

3.2. Rassemblement à l'intérieur du bâtiment

En fonction du danger qui se présente, il peut vous être demandé de ne pas évacuer le bâtiment mais de vous déplacer vers une zone déterminée à l'intérieur.

Dans ce cas:

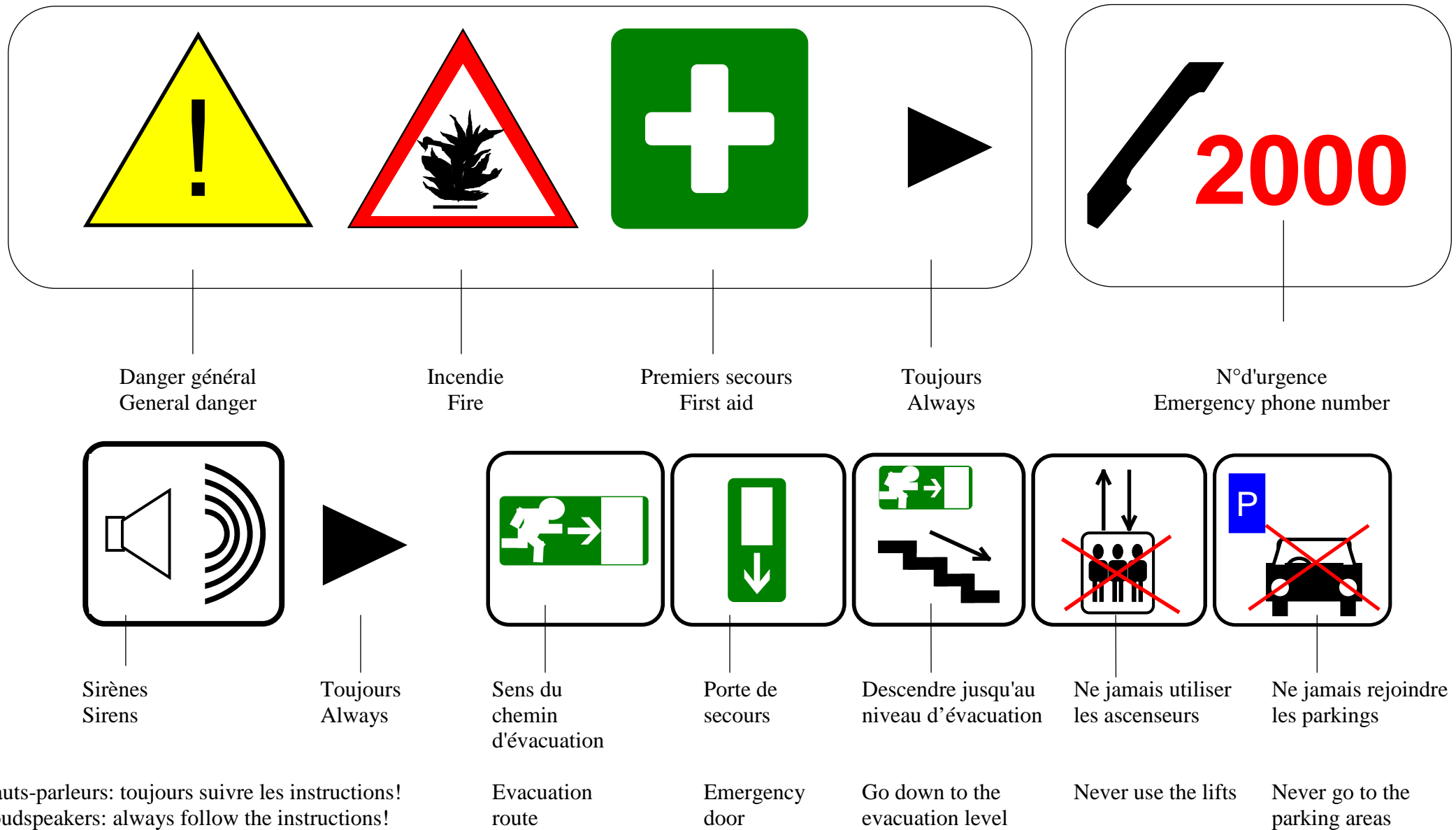
- vous entendrez un signal de sirène suivi par des instructions orales vous indiquant de rester dans le bâtiment;
- il ne faut pas quitter le bâtiment mais se diriger vers le lieu de rassemblement annoncé par haut-parleur le plus rapidement possible et via le chemin le plus court.

3.3. Lieux de rassemblement secondaires

Au cas où un incident devait rendre le retour à l'immeuble affecté impossible, le Parlement européen pourrait accueillir le personnel évacué du bâtiment sinistré afin qu'il s'organise à l'abri des intempéries. Si cette procédure devait être déclenchée, le lieu de rassemblement secondaire vous serait indiqué par les stewards, qui vous guideraient jusqu'à celui-ci.

Pour information

Sachez que des exercices d'évacuation sont organisés périodiquement, sur base légale, pour vous familiariser avec les chemins d'évacuation et les lieux de rassemblement désignés. Ils permettent également aux organisateurs d'améliorer les procédures.



LIEUX DE RASSEMBLEMENT



JL CO	(= Justus Lipsius - Conference)	→	Parc du Cinquanteaire
JL SG	(= Justus Lipsius - Secretariat)	→	Parc Léopold
LEX		→	Parc Léopold

☐ AUTORISATION DE TRAVAIL ☐ PERMIS DE FEU N°

Travaux commandés par		Entreprise exécutive				Nature des travaux		Influences sur	
Responsable CUE:		Entreprise générale/pilote:				<input type="checkbox"/> Nouvelle installation <input type="checkbox"/> Adaptation/rénov. <input type="checkbox"/> Remplacement <input type="checkbox"/> Dépannage <input type="checkbox"/> Entretien <input type="checkbox"/> Démolition <input type="checkbox"/> Autres:		<input type="checkbox"/> Compartimentage <input type="checkbox"/> Détection <input type="checkbox"/> Extinction automatique <input type="checkbox"/> Hydrants; dévidoirs <input type="checkbox"/> Installation <input type="checkbox"/> Evacuation <input type="checkbox"/> Sortie de secours <input type="checkbox"/> Ventilation <input type="checkbox"/> Autres:	
Tél. ou GSM:		CO-/Sous-traitant final:							
Fax:		Responsable des travaux:							
Tél. ou GSM:		Tél. ou GSM:				Types de travail <input type="checkbox"/> Brosser <input type="checkbox"/> Chauffer <input type="checkbox"/> Coller <input type="checkbox"/> Découper <input type="checkbox"/> Marteler <input type="checkbox"/> Meuler <input type="checkbox"/> Nettoyer <input type="checkbox"/> Percer <input type="checkbox"/> Souder <input type="checkbox"/> Autres:		Energies utilisées <input type="checkbox"/> Air <input type="checkbox"/> Eau <input type="checkbox"/> Electricité <input type="checkbox"/> Gaz <input type="checkbox"/> Réaction chimique <input type="checkbox"/> Autres:	
FAX/E-mail:		FAX/E-mail:							
Emplacement des travaux									
Date		Bâtiment	Etage	Aile	Local	Autres			
Le présent permis de feu n'est valable que la date mentionnée ci-dessus									
Description des travaux:						Risques		Matières	
						<input type="checkbox"/> Bruit <input type="checkbox"/> Brûlures <input type="checkbox"/> Choc <input type="checkbox"/> Chutes <input type="checkbox"/> Chutes d'objet <input type="checkbox"/> Contact direct élec <input type="checkbox"/> Court circuit <input type="checkbox"/> Effondrement <input type="checkbox"/> Electrification <input type="checkbox"/> Etincelles <input type="checkbox"/> Explosion <input type="checkbox"/> Incendie <input type="checkbox"/> Irritation <input type="checkbox"/> Inondation <input type="checkbox"/> Odeurs <input type="checkbox"/> Poussières <input type="checkbox"/> Autres:		<input type="checkbox"/> Béton <input type="checkbox"/> Bois <input type="checkbox"/> Métal <input type="checkbox"/> Pierre <input type="checkbox"/> Plastique <input type="checkbox"/> Plâtre <input type="checkbox"/> Produit chimique <input type="checkbox"/> Autres:	
Mesures de prévention prises par l'entreprise chargée des travaux pour protéger les occupants et les installations du bâtiment:								Type local	
								<input type="checkbox"/> Local technique <input type="checkbox"/> Couloir <input type="checkbox"/> Bureau <input type="checkbox"/> Cuisine <input type="checkbox"/> Parking <input type="checkbox"/> Archive <input type="checkbox"/> Confiné <input type="checkbox"/> Autres:	

La présente autorisation est accordée par le SPSS du CUE sous réserve de l'application stricte :

- des consignes de sécurité indiquées au verso
- d'avoir averti chaque jour le CDI (02/281 9100) avant le début et après la fin des travaux
- des mesures de prévention spécifiques:

☐
☐

URGENCES

2000

OU 02 / 281 2000

Entreprise exécutive		Entreprise pilote		Accord SPSS du CUE	Remise en état fonctionnel des installations concernées par l'entreprise exécutive
Fait le		Fait le		Fait le	Fait le
Par		Par		Par	Par
Signature		Signature		Signature	Signature

Mesures	Surveillance permanente : oui / non Effectuée par :						PO - Safety Suivi EDI	Service de Prévention Evaluation
	Détecteurs - Lignes - Boucles							
	Rondes préventives / fiche de contrôle							
Hr	Début					Fin	Fait le	Fait le
Par								
							Signature	Signature

CONSIGNES DE SECURITE A RESPECTER OBLIGATOIREMENT

AVANT LES TRAVAUX:

Prendre toutes les dispositions appropriées à la nature du travail à effectuer, en particulier pour les travaux comportant un risque d'incendie ou d'explosion:

1. Appeler le Service Incendie (CDI), tél.: 9100 / 9200, pour l'informer du début des travaux.
2. Vérifier que le **matériel** de travail est en **parfait état de fonctionnement**.
3. Eloigner, protéger ou couvrir de matériaux incombustibles ou ignifugés tout ce qui est combustible ou inflammable (dans un rayon suffisant autour du lieu de travail).
4. Boucher les ouvertures, interstices, fissures à l'aide de sable, bâches ignifugées, etc.
5. S'assurer du **dégazage effectif** si le travail doit être effectué sur un volume creux.
6. Si le travail doit être effectué sur des conduites métalliques, dégager le parcours de ces conduites de **tout objet combustible ou inflammable**.
7. Disposer, à portée immédiate de l'emplacement des travaux, **d'un extincteur approprié au risque** fourni par l'entreprise.

PENDANT LES TRAVAUX:

1. Surveiller attentivement les **points de chute des projections** incandescentes.
2. Ne déposer les objets chauffés que sur des supports ne craignant pas la chaleur et ne risquant pas de la propager.
3. Ne pas accrocher le chalumeau sur le manodétendeur (lorsqu'il est en marche), à proximité immédiate des bouteilles et ne pas le poser au sol.

APRES LES TRAVAUX:

1. Inspecter soigneusement le **lieu de travail**, les locaux adjacents et tout local ayant pu être atteint par les projections incandescentes ou par la chaleur diffusée.
2. Maintenir une surveillance rigoureuse pendant le temps nécessaire après la cessation du travail.
3. Lorsque l'opération est réalisée dans un endroit sans surveillance, l'exécutant des travaux devra s'assurer, **avant de quitter les lieux**, qu'il n'existe plus de risque de **propagation d'incendie**.
4. Appeler le Service Incendie (CDI), tél.: 9100 / 9200, pour l'informer de la fin des travaux et, si nécessaire, recommander une attention particulière au personnel chargé des rondes ultérieures.

**CETTE AUTORISATION DOIT ETRE PRESENTEE
A CHAQUE DEMANDE DU SERVICE INCENDIE**

Formulaire: copie pour le service incendie ☐
 copie pour le service immeubles ☐
 copie pour l'exécutant ☐

AUTORISATION DE TRAVAIL / PERMIS DE FEU

A suivre dans l'ordre chronologique

1. Le chef d'équipe ou l'opérateur se présente avec le document, ou l'envoie par voie électronique, SPSS (bâtiment JL - local 00 CG 08 - tél. 5400) **au moins 24 heures à l'avance**, pour signature par un conseiller en prévention.
 2.
 - a) Tous les jours des travaux, avertir ou se présenter avant l'exécution pour examiner, le cas échéant, la nécessité de mettre hors service une partie des installations de lutte et de protection contre l'incendie:
 - pour le **Justus Lipsius et le Lex**: au Centre Dispatching Incendie (CDI) (bâtiment JL - 10 CD 15, tél. 9100/9200)
 - pour la **Crèche**: à la Crèche/ loge gardiennage Brabançonne, tél. 1810
 - b) Avant le début des travaux, vérifier et s'assurer que les précautions mentionnées au dos du formulaire et que les mesures préventives suite à l'analyse de risque soient respectées.
 3.
 - a) Après les travaux, effectuer les mesures mentionnées au dos du formulaire.
 - b) Informer quotidiennement le Service Incendie de la fin des travaux, pour la remise en fonctionnement normal des installations de lutte et de protection contre l'incendie:
 - pour le **Justus Lipsius et le Lex**: au Centre Dispatching Incendie (CDI) (bâtiment JL - 10 CD 15, tél. 9100/9200)
 - pour la **Crèche**: à la Crèche/ loge gardiennage Brabançonne, tél. 1810
-